



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 5 septembre 2001

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir, juillet 2001** 2
La valeur des permis de construction délivrés en juillet, soit 3,4 milliards de dollars, est restée inchangée par rapport à juin. Un recul de la valeur des permis de construction de logements a été épongé par un rebondissement dans le secteur non résidentiel.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Scieries et ateliers de rabotage, deuxième trimestre de 2001 et juin 2001 6
- Enquête sur la sécurité financière: estimation de la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur 7

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Permis de bâtir

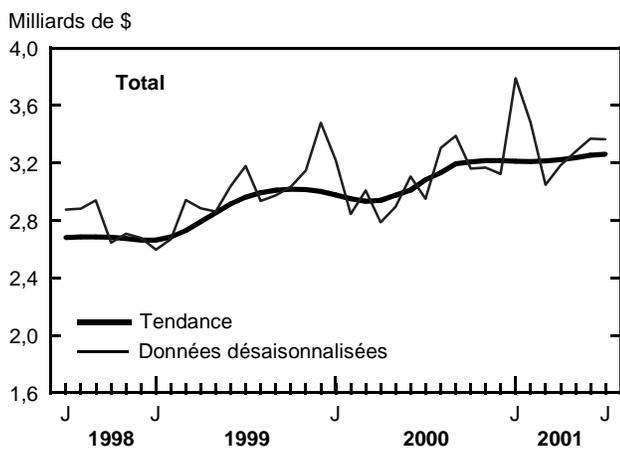
Juillet 2001

La valeur des permis de construction délivrés en juillet, soit 3,4 milliards de dollars, est restée inchangée par rapport à juin. Un recul de la valeur des permis de construction de logements a été épongé par un rebondissement dans le secteur non résidentiel.

La valeur des permis de construction non résidentielle a fait un bond de 13,9 %, qui l'a portée à 1,6 milliard de dollars, grâce surtout à une hausse significative de la composante commerciale. À l'opposé, après deux augmentations mensuelles importantes, le secteur résidentiel a connu un recul de 10,2 % pour atteindre 1,8 milliard de dollars, en raison de l'affaissement des intentions de construction de logements multifamiliaux.

Pour les sept premiers mois de l'année, la valeur des permis de construction a été de 23,5 milliards de dollars, en hausse de 13,0 % comparativement à la même période en 2000. La composante résidentielle (+9,3 %, valeur totale de 12,7 milliards de dollars) et non résidentielle (+17,7 %, valeur totale de 10,8 milliards de dollars) ont contribué à ce résultat, le meilleur depuis 1989.

La valeur totale des permis est demeurée inchangée



À l'échelon régional, la croissance de loin la plus considérable (en dollars) a été enregistrée dans la région de Montréal et est dans une large

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 500 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 6 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

mesure attribuable aux projets du secteur commercial. À Montréal, la valeur des permis de construction était 49,5 % plus élevée au cours des sept premiers mois de 2001 qu'au cours de la même période en 2000. La région de Toronto a aussi connu une importante hausse, grâce à la vigueur des intentions de construction résidentielle.

Le secteur résidentiel a été ralenti par une chute de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux

Après un sommet atteint en juin, les municipalités ont délivré pour 438 millions de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux en juillet, soit 32,1 % de moins qu'en juin. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a progressé légèrement, c'est-à-dire de 0,6 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars.

Malgré le repli observé en juillet, les perspectives pour le marché de l'habitation demeurent encourageantes. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, il faut prévoir une augmentation du nombre de mises en chantier d'habitations, des ventes de maisons existantes et des dépenses de rénovation en 2001 comparativement à 2000. En outre, les taux hypothécaires demeurent avantageux, les taux d'inoccupation sont très faibles dans plusieurs centres et les prix des maisons neuves ont continué d'augmenter. La progression que révèlent les chiffres cumulatifs des permis de construction résidentielle de janvier à juillet concorde avec ces résultats.

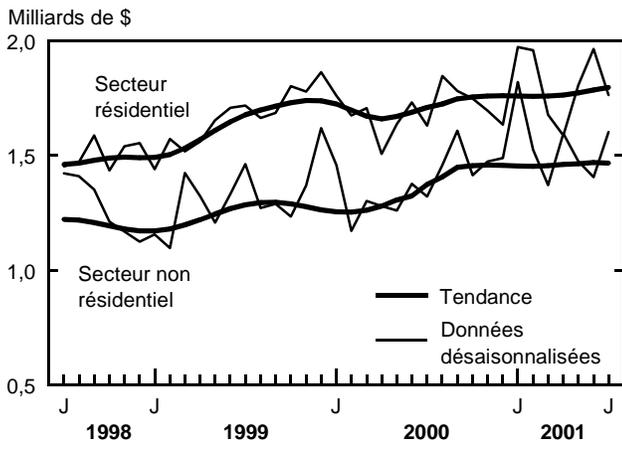
Le recul de juillet provenait dans une large mesure de l'Ontario (-17,4 %, valeur totale de 819 millions

de dollars) et du Québec (-9,1 %, valeur totale de 290 millions de dollars). Dans les deux provinces, la diminution était attribuable à la composante multifamiliale. Par ailleurs, la croissance la plus considérable a été observée en Alberta (+5,1 %, valeur totale de 271 millions de dollars).

Pour la période de janvier à juillet, la vigueur du secteur résidentiel provenait des hausses du côté de la construction de logements multifamiliaux (+20,3 %) et unifamiliaux (+5,4 %). La valeur cumulative pour 2001 représente le meilleur résultat du secteur de l'habitation pour les sept premiers mois de toutes les années observées.

Comparativement aux sept premiers mois de 2000, les plus fortes augmentations cumulatives (en dollars) ont été observées en Ontario (+8,2 %, valeur totale de 6,3 milliards de dollars) et en Colombie-Britannique (+25,4 %, valeur totale 1,6 milliard de dollars). Dans les deux provinces, les logements unifamiliaux et multifamiliaux ont connu des progressions. La Nouvelle-Écosse a accusé le recul le plus net (-16,8 %).

Le secteur non résidentiel a bondi, tandis que les permis résidentiels ont baissé



La valeur des permis de construction commerciale est soutenue par la croissance dans le secteur non résidentiel

Le rebondissement de 13,9 % observé en juillet pour ce qui est de la valeur des permis de construction non résidentielle a mis fin à deux mois consécutifs de replis. Il était principalement imputable aux intentions de construction commerciale et institutionnelle.

Le bond de 23,3 % de la valeur des permis de construction commerciale l'a portée à 850 millions de dollars, grâce surtout aux augmentations touchant les immeubles à bureaux, les entrepôts et les bâtiments

pour le commerce et les services. L'Ontario a enregistré la meilleure croissance (+69,4 %, valeur totale de 366 millions de dollars), en raison du niveau élevé des intentions de construction dans la région de Toronto.

Les intentions de construction institutionnelle ont été en progression de 8,5 % et ont atteint 510 millions de dollars. Il s'agit du meilleur résultat jamais observé pour cette composante. La catégorie des immeubles à vocation médicale et hospitalière, ainsi que des projets pour des bureaux gouvernementaux et des immeubles destinés aux services sociaux font ressortir les augmentations les plus importantes. À l'échelon provincial, la plus forte croissance pour cette composante est survenue en Colombie-Britannique.

Seule la composante industrielle, retenue par la catégorie des services publics et des transports, a subi une baisse en juillet (-1,8 %, valeur totale de 242 millions de dollars). L'Alberta a enregistré la plus forte diminution de cette composante.

À l'échelon provincial, l'Ontario a bénéficié de la croissance la plus importante dans le secteur non résidentiel (+23,2 %, valeur totale de 713 millions de dollars), grâce aux très bons résultats obtenus pour la composante commerciale dans la région de Toronto et pour les intentions de construction institutionnelle dans la région de Kitchener. À l'opposé, après une bonne progression observée en juin, l'Île-du-Prince-Édouard a enregistré la baisse la plus marquée.

Les municipalités ont délivré pour 10,8 milliards de dollars de permis pour le secteur non résidentiel de janvier à juillet, montant en hausse de 17,7 % comparativement à la même période en 2000. Il s'agit du meilleur résultat depuis 1989, attribuable surtout aux augmentations des intentions de construction commerciale (+15,8 %, valeur totale de 5,9 milliards de dollars) et institutionnelle (+36,3 %, valeur totale de 2,7 milliards de dollars). Une hausse de la composante industrielle (+4,6 %, valeur totale de 2,2 milliards de dollars) a aussi contribué à la progression.

La faiblesse des taux d'occupation des immeubles à bureaux et des bâtiments industriels dans plusieurs grands centres, conjuguée au niveau élevé des taux d'utilisation de la capacité et à l'accroissement des projets de dépenses de construction des municipalités, explique la hausse des intentions de construction non résidentielle en 2001.

Les fortes hausses de la valeur des permis de construction non résidentielle délivrés pour la région de Montréal ont fait du Québec la province qui a enregistré la plus forte progression parmi les provinces (+47,2 %, valeur totale de 2,5 milliards de dollars), chacune des trois composantes ayant participé à la croissance. Par contre, la Nouvelle-Écosse a accusé le plus net recul

(-37,9 %, valeur totale de 162 millions de dollars), en raison d'une diminution qui a touché chacune des trois composantes.

Valeur des permis de bâtir

Régions métropolitaines de recensement	Juin 2001 ^r	Juillet 2001 ^p	juillet 2001	Janvier à juillet 2000	Janvier à juillet 2001	Janv.-juillet 2000 à janv.-juillet 2001
	données désaisonnalisées		données désaisonnalisées			
	var.		var.		var.	
	millions de \$	en %	millions de \$	en %	millions de \$	en %
St. John's	17,9	15,6	-12,9	100,1	105,0	4,9
Halifax	31,6	37,4	18,2	348,9	209,7	-39,9
Saint John	5,9	6,5	10,0	49,9	44,6	-10,6
Chicoutimi-Jonquière	12,7	8,8	-30,9	86,9	106,8	23,0
Québec	63,6	45,9	-27,8	319,8	393,3	23,0
Sherbrooke	7,7	18,2	135,7	62,5	85,1	36,2
Trois-Rivières	10,3	9,8	-4,9	70,1	67,8	-3,2
Montréal	342,7	306,9	-10,5	1 740,0	2 600,5	49,5
Hull	26,7	30,7	14,8	164,9	234,7	42,4
Ottawa	125,2	130,3	4,0	786,9	882,4	12,1
Oshawa	78,7	50,9	-35,4	400,8	325,1	-18,9
Toronto	694,6	676,2	-2,6	4 663,3	5 061,6	8,5
Hamilton	76,9	65,9	-14,3	412,3	495,3	20,2
St. Catharines-Niagara	30,2	34,6	14,4	210,1	221,4	5,4
Kitchener	73,8	120,6	63,3	428,6	547,9	27,8
London	84,9	31,9	-62,5	290,3	447,1	54,0
Windsor	42,4	64,9	52,9	299,1	307,9	3,0
Sudbury	7,5	10,0	32,4	44,9	45,8	1,8
Thunder Bay	10,0	9,7	-3,3	68,8	59,1	-14,2
Winnipeg	44,2	44,8	1,4	323,5	268,9	-16,9
Regina	16,2	18,3	13,1	95,6	140,3	46,8
Saskatoon	8,8	18,6	111,8	174,6	154,2	-11,7
Calgary	179,5	191,7	6,8	1 299,1	1 292,0	-0,5
Edmonton	91,0	85,9	-5,5	695,6	724,6	4,2
Vancouver	244,8	275,2	12,4	1 586,9	1 930,1	21,6
Victoria	27,7	35,9	29,8	167,9	204,0	21,5

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 260001 à 260008, 260010 et 260011 et matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 995 et 4073.

À partir du 17 septembre, les communiqués du *Quotidien* ne feront référence qu'aux numéros de tableaux de CANSIM II, qui renferme plus de deux millions de séries de données chronologiques sur les conditions économiques et sociales au Canada. Les données sont mises à jour le jour même où les nouvelles valeurs de ces séries sont diffusées. Il est possible d'accéder en temps réel à CANSIM II dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous *Nos produits et services*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Louis Boucher au (613) 951-8906 (louis.boucher@statcan.ca).

Le numéro de juillet 2001 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

L'estimation des permis de bâtir d'août 2001 sera diffusée le 4 octobre.

Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (clarver@statcan.ca). Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir

	Juin 2001 ^r	Juillet 2001 ^p	Juin à juillet 2001	Janvier à juillet 2000	Janvier à juillet 2001	Janv.-juillet 2000 à janv.-juillet 2001
données désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Canada	3 368,9	3 365,3	-0,1	20 808,6	23 515,2	13,0
Résidentiel	1 962,6	1 763,2	-10,2	11 641,8	12 722,9	9,3
Non résidentiel	1 406,3	1 602,2	13,9	9 166,8	10 792,2	17,7
Terre-Neuve	31,6	29,7	-6,1	151,5	174,5	15,2
Résidentiel	18,9	15,5	-18,2	100,7	100,5	-0,1
Non résidentiel	12,7	14,2	12,1	50,8	74,0	45,6
Île-du-Prince-Édouard	57,5	13,4	-76,6	55,1	106,3	92,7
Résidentiel	8,1	4,4	-46,4	31,1	33,4	7,3
Non résidentiel	49,4	9,1	-81,6	24,0	72,8	203,5
Nouvelle-Écosse	60,4	83,1	37,5	576,1	424,2	-26,4
Résidentiel	48,7	51,3	5,5	315,4	262,2	-16,8
Non résidentiel	11,7	31,7	170,7	260,7	162,0	-37,9
Nouveau-Brunswick	44,1	47,6	7,8	272,6	302,0	10,8
Résidentiel	24,2	23,4	-3,5	153,5	149,4	-2,7
Non résidentiel	19,9	24,2	21,6	119,1	152,6	28,1
Québec	609,3	560,0	-8,1	3 509,9	4 533,6	29,2
Résidentiel	318,6	289,8	-9,1	1 830,7	2 062,0	12,6
Non résidentiel	290,7	270,3	-7,0	1 679,2	2 471,6	47,2
Ontario	1 569,8	1 531,9	-2,4	9 642,3	10 683,3	10,8
Résidentiel	991,0	818,9	-17,4	5 821,2	6 299,7	8,2
Non résidentiel	578,8	713,0	23,2	3 821,1	4 383,7	14,7
Manitoba	71,7	66,8	-6,9	529,3	440,3	-16,8
Résidentiel	33,8	30,8	-8,8	206,8	197,2	-4,7
Non résidentiel	37,9	36,0	-5,1	322,4	243,2	-24,6
Saskatchewan	45,4	73,4	61,4	403,4	452,9	12,3
Résidentiel	15,1	17,0	12,4	155,7	128,2	-17,6
Non résidentiel	30,3	56,4	85,9	247,7	324,7	31,1
Alberta	437,1	463,6	6,1	2 993,5	3 202,0	7,0
Résidentiel	258,1	271,1	5,1	1 678,1	1 816,5	8,2
Non résidentiel	179,0	192,5	7,5	1 315,4	1 385,5	5,3
Colombie-Britannique	436,1	458,7	5,2	2 600,0	3 116,6	19,9
Résidentiel	242,8	235,9	-2,9	1 313,9	1 647,0	25,4
Non résidentiel	193,3	222,8	15,3	1 286,1	1 469,6	14,3
Yukon	1,9	19,1	914,2	22,2	40,7	82,9
Résidentiel	0,9	2,2	150,5	9,2	12,8	38,7
Non résidentiel	1,0	16,9	1 558,9	13,0	27,9	114,2
Territoires du Nord-Ouest	2,9	15,3	432,8	13,2	26,9	103,5
Résidentiel	2,2	1,1	-47,9	6,2	6,8	9,8
Non résidentiel	0,7	14,1	1 883,9	7,0	20,1	186,0
Nunavut	1,1	2,9	151,2	39,3	11,7	-70,4
Résidentiel	0,3	1,9	613,5	19,3	7,2	-62,4
Non résidentiel	0,9	1,0	14,4	20,1	4,4	-78,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Scieries et ateliers de rabotage

Deuxième trimestre de 2001 et juin 2001

En dépit du ralentissement économique, les fabricants de bois d'oeuvre ont bénéficié de l'activité soutenue de la construction résidentielle, à la fois sur le marché intérieur et aux États-Unis durant le deuxième trimestre.

À l'échelle nationale, les livraisons de bois d'oeuvre des scieries et ateliers de rabotage pour le deuxième trimestre s'élèvent à 17 404,1 milliers de mètres cubes. Il s'agit d'un chiffre en baisse de 2,9 % par rapport au deuxième trimestre de 2000, mais en hausse de 5,0 % comparativement au premier trimestre de 2001.

Les mises en chantier au Canada sont demeurées fortes tout au long du deuxième trimestre, affichant une moyenne de 163 400 unités (taux annuel désaisonnalisé) comparativement aux 163 000 unités enregistrées au premier trimestre. De même, le nombre moyen de mises en chantier aux États-Unis s'établissait à un peu plus de 1,6 million d'unités (taux annuel désaisonnalisé) durant le deuxième trimestre, en baisse de seulement 0,4 % par rapport au premier trimestre.

Les livraisons ont diminué de 4,5 % en Colombie-Britannique comparativement au deuxième trimestre de 2000, principalement en raison d'une baisse des livraisons de 25,0 % en provenance de la région côtière de cette province. La diminution a été limitée à 2,0 % dans le reste du pays, des baisses ayant été observées en Saskatchewan (-40,8 %) et au Québec (-6,5 %), alors que les autres provinces ont affiché de légères hausses.

En dépit de la diminution des livraisons totales, les exportations de bois d'oeuvre vers les États-Unis se sont accrues de 11,0 % au deuxième trimestre par rapport au deuxième trimestre en 2000. Il s'agit d'un redressement après la baisse de 7,9 % enregistrée au premier trimestre. Il s'agissait du premier trimestre durant lequel les exportations vers les États-Unis n'étaient plus soumises aux limites imposées précédemment par l'accord commercial entre le Canada et les États-Unis sur le bois d'oeuvre résineux.

Sur une base mensuelle, les livraisons des scieries et ateliers de rabotage ont chuté de 11,0 % de mai à juin pour s'établir à 5 425,5 milliers de mètres cubes. Les livraisons de juin ont reculé de 9,8 % par rapport à juin 2000.

Le niveau des exportations est resté inchangé en juin, s'établissant à 4 638,6 milliers de mètres cubes après avoir diminué de 12,8 % en mai, les exportateurs s'étant montrés prudents en raison de la possibilité d'une application rétroactive de droits compensateurs.

Toutefois, les exportations de bois d'oeuvre se sont accrues de 6,5 % par rapport à juin 2000.

Les prix du bois d'oeuvre ont diminué de 3,1 % de mai à juin après cinq hausses mensuelles consécutives. Toutefois, les prix du bois d'oeuvre ont affiché une hausse de 11,9 % par rapport à juin 2000. Les prix du bois d'oeuvre ont progressé de façon marquée au cours du deuxième trimestre, augmentant de 4,2 % par rapport à la même période de 2000.

Les stocks ont atteint 9 608,9 milliers de mètres cubes en juin, en progression de 3,0 % par rapport à mai. Il s'agissait d'un retour à la croissance des stocks après les baisses survenues en mai et en avril. Après une croissance accélérée au premier trimestre, les stocks ont augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre. En général, les stocks se sont accrus en 2001, après être restés relativement stables au cours de l'année 2000.

Les stocks ont atteint un sommet de 56 571,2 milliers de mètres cubes au cours des six premiers mois de 2001, en hausse de 9,5 % comparativement à la même période en 2000.

Données stockées dans CANSIM: tableau 3030009 et matrices 53 et 122 (série 2).

À partir du 17 septembre, les communiqués du *Quotidien* ne feront référence qu'aux numéros de tableaux de CANSIM II, qui renferme plus de deux millions de séries de données chronologiques sur les conditions économiques et sociales au Canada. Les données sont mises à jour le jour même où les nouvelles valeurs de ces séries sont diffusées. Il est possible d'accéder en temps réel à CANSIM II dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous *Nos produits et services*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Louis Boucher au (613) 951-8906 (louis.boucher@statcan.ca).

Le numéro de juin 2001 de la publication *Scieries et ateliers de rabotage*, vol. 55, n° 6 (35-003-XIB, 9 \$ / 86 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour commander des données ou obtenir plus de renseignements, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Dufour au (613) 951-5370 (daniel.dufour@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Enquête sur la sécurité financière: estimation de la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur

Le document *Enquête sur la sécurité financière, méthodologie pour estimer la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur*, disponible aujourd'hui, décrit la méthodologie qui sera utilisée lors de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) pour estimer la valeur des droits à pension constitués dans les régimes agréés d'employeur, pour différents groupes de personnes.

Les premiers résultats de l'ESF, qui fournit de l'information sur la valeur nette du patrimoine des Canadiens, ont été publiés dans *Le Quotidien* du 15 mars 2001. L'enquête a recueilli des renseignements sur la valeur des avoirs financiers et non financiers de chaque unité familiale et sur le montant de sa dette.

Statistique Canada travaille actuellement à préciser cette première estimation de la valeur nette en y ajoutant une estimation de la valeur des droits à pension constitués dans les régimes de pension agréés d'employeur (RPA). Il s'agit là d'un volet essentiel pour toute enquête sur l'avoir et la dette, étant donné que pour plusieurs unités familiales, ils constituent probablement l'un des avoirs les plus importants.

Ce nouveau document décrit la méthodologie qui sera utilisée pour estimer la valeur des RPA, pour trois groupes de personnes: soit celles qui faisaient partie

d'un RPA au moment de l'enquête, celles qui ont déjà fait partie d'un RPA et qui ont laissé l'argent dans le régime de retraite ou qui l'ont transféré dans un nouveau régime de retraite ainsi que les personnes qui touchent des prestations d'un RPA.

Le vieillissement de la population rend l'information sur la constitution des droits à pension nécessaire afin de mieux comprendre la situation financière des personnes qui approchent de la retraite. Ces estimations, mises à jour, de l'ESF seront publiées à la fin de l'automne 2001.

Plus tôt cette année, Statistique Canada a organisé une consultation publique sur la méthodologie proposée. Le présent rapport inclut les mises à jour faites à la suite des rétroactions des utilisateurs des données.

Le rapport *Enquête sur la sécurité financière, méthodologie pour estimer la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur* (13F0026MIF01003, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous *Nos produits et services, Documents de recherche (gratuits)*, puis *Finances personnelles et finances des ménages*, et *Documents de recherche sur les avoirs et les dettes des Canadiens*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Enquête sur la sécurité financière, méthodologie pour estimer la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur,
Numéro au catalogue: 13F0026MIF01003
(gratuit).

Bulletin d'analyse - régions rurales et petites villes du Canada, 1901 à 1996, vol. 3, n° 2
Numéro au catalogue: 21-006-XIF
(gratuit).

Scieries et ateliers de rabotage, juin 2001, vol. 55, n° 6
Numéro au catalogue: 35-003-XIB (9\$/86\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

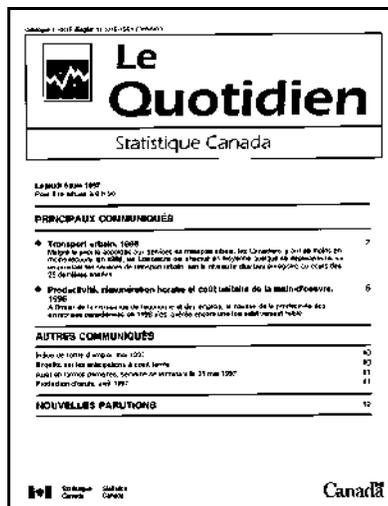
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Produits et services* et *Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.